

À
LA COMMISSION SUR LA FISCALITÉ ET
LE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

ATTN: Monsieur ALBAN D'AMOURS
Président

DE

PAUL A. BOURQUE
677 36^{ième} AVENUE
LACHINE, QC
Téléphone: 514-634-6615
Télécopieur: 514-634-0704

18 SEPTEMBRE 1996

Membres de la Commission, je vous remercie pour cette opportunité de vous présenter mes réflexions et suggestions pour pallier aux problèmes de boucler le budget de la Province et permettre d'élaborer des programmes pour la réduction de la dette et du déficit.

La semaine dernière je rencontrais M. Lucien Bouchard, ai discuté quelques instants avec lui, et il m'a suggéré de vous présenter mes réflexions sur ce dossier.

Plusieurs préconisent les coupures de dépenses comme solution à tous les maux du système.

Et pour ce faire, la solution la plus courante, pour parvenir à ces réductions de dépenses, est la coupure dans les effectifs ou la réduction de personnel.

Je suis un fervent adepte de l'efficacité et de la bonne gestion.

Par contre je crois qu'ici on se tire une balle dans le pied et sombrons dans un cercle vicieux! `Plus nous coupons, moins nous avons de revenus et plus nous recoupons; c'est comme la saucisse.....`

Je crois que les sujets sur lesquels vous avez sollicité des représentations sont à la fois les problèmes et les solutions!

**LES IMPÔTS ET TAXES AU QUÉBEC;
LES SERVICES GOUVERNEMENTAUX comme la santé, l'éducation la justice;
LA SITUATION des riches et des pauvres dans la société;
L'ÉVASION FISCALE, le travail au noir, la fraude;
LES PARADIS FISCAUX;
LE CHOMAGE chez les jeunes;
LES SUBVENTIONS aux entreprises
LES MEILLEURES FAÇONS DE CRÉER DE L'EMPLOI.**

Je ne préconise pas avoir la solution à tous ces maux, mais je m'en voudrais de ne pas avoir été entendu et ne pas avoir au moins présenté mes idées sur certains aspects.

Plusieurs de ces problèmes sont reliés, et d'instaurer certaines mesures permettraient une guérison graduelle de ces maux.

Certaines mesures sont drastiques mais nécessaires pour arrêter la saignée du système. Comme j'ai déjà entendu "une autre façon de gouverner "

Nous devons établir des systèmes qui récupèrent les manques à gagner. Dans le présent système on encourage le non paiement de la juste part de chaque citoyen. On encourage le travail au noir et l'évasion fiscale.

ON DOIT SIMPLIFIER LE SYSTÈME ET NE PAS GÉRER LES EXCEPTIONS.

Exemple la TPS et la TVQ: "IL DEVRAIT Y AVOIR AUCUNE EXCEPTION "

On devrait toujours payer la "TPS et la TVQ". Pour éviter la double taxation, remettre les taxes payées seulement sur présentation de documentation identifiant ou confirmant la revente et les taxes perçues. Ce système empêcherait " Le Truck ", car si "truck" il y avait, au moins la taxe aurait déjà été payée sur une bonne partie du produit.

Plus les gens dépensent, plus ils paient de taxes; et plus les articles sont dispendieux, plus ils contribuent aux intrants. Pour ce qui est des exemptions, je crois que ceci est un faux discours; je suis conscient qu'il y a des personnes qui ne sont pas privilégiées, mais je crois qu'on se doit d'avoir d'autres moyens pour pallier à leur situation, et de ne pas avoir des exemptions sur tel ou tel article. D'avoir des exemptions sur certains types d'articles modifie le comportement des personnes, fausse le marché et le libre choix. Ce système est très onéreux à opérer et à gérer, et ne génère pas les revenus anticipés et requis pour permettre une saine gestion des programmes.

L'ÉVASION FISCALE, le travail au noir et la fraude;

À mon avis ce sujet est la cause majeure du bilan négatif du budget. On doit trouver des moyens pour les éliminer. Pour que les contribuables honnêtes ne soient plus les seuls à payer les conséquences des évasions fiscales et fraudes du système, on doit instaurer un système qui encourage les transactions "au dessus de la table". Pour ce faire, je crois qu'un système incitatif doit être implanté pour enrayer l'évasion et la fraude.

Dans le monde de l'électronique, et des ordinateurs qui sont des plus performants, on se doit de prendre avantage de ces outils pour gérer le système, et enrayer la fraude.

On doit établir la carte d'identité comme outil de gestion du système. (On pourrait combiner les cartes: Électeurs, maladie, permis de conduire...?) Certains crieront leur désaccord à cette mesure qu'ils décriront comme un abus de pouvoir, ou une atteinte à leur vie privée; mais, une carte semblable se retrouve en France, et je ne crois pas qu'il y ait des abus. Au contraire, cette carte d'identité est un gage de sécurité pour la personne honnête; je crois que le manque de carte encourage la malhonnêteté et le non respect des lois.

Avec la carte on pourrait instaurer un programme encourageant les transactions ouvertes qui inciterait les contribuables à transiger " au dessus de la table". Tels les crédits pour les frais médicaux ou les dons de charité, un contribuable aurait un crédit d'impôt sur les montants versés à des tiers pour achats ou services rendus, et ces tiers auraient l'imputabilité de déclarer ces revenus. Certains vont s'écrier sur la lourdeur, ou l'impossibilité d'administrer un tel système; par contre quel beau programme de création d'emploi. Un système semblable existe aux " USA ".

Lorsqu'on crée un emploi, on doit considérer les revenus que cet emploi générera, en impôt, en taxes ajoutées. Je ne suis pas un expert, mais au lieu de payer une personne sur le " B S ", je crois que d'avoir un intrant de revenus fiscaux est plus avantageux pour la société.

LE CHÔMAGE chez les jeunes;

Si ceux qui ont des revenus les déclarent, je crois que plusieurs emplois "officiels" seront créés! Plusieurs emplois qui se faisaient "au noir" seraient désormais déclarés, et, très probablement ces emplois seraient comblés par des jeunes.

LES PARADIS FISCAUX;

Avoir un impôt minimum pour toutes les corporations avant réinvestissements des profits. Présentement plusieurs corporations vont faire des acquisitions très spéculatives pour ne pas payer leur juste part d'impôt. Je crois qu'un taux de 15-20% serait logique et souhaitable.

CONCLUSION

Je crois que les mesures que j'avance, permettraient des retours de 25 à 35% sur les revenus, et des économies sur les dépenses de 10%.

(L'universalité des programmes)

Je crois que la dernière proposition de budget fédéral de ne pas émettre de chèque pour personnes âgées à celles qui auront des revenus familiaux supérieurs à 78 000,00\$ est un mauvais système; on devrait conserver l'universalité et imposer ces revenus. A mon avis le nouveau programme encourage la non performance et n'encourage pas les gens à prendre des mesures pour améliorer leur sort. (Cet item ne fait pas partie de vos responsabilités, mais je vous fais part de cette préoccupation qui pourrait devenir très problématique pour notre société).

J'espère que ces réflexions sauront vous apporter une autre vision pour solutionner la problématique.

Je vous remercie de m'avoir permis ces représentations!

/PAB